

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Flint Group France

Zone industrielle Du Breuil le sec
60600 Clermont

Références : -
Code AIOT : 0007000520

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement Flint Group France implanté 59273 Dreve du Chateau lieu dit Le petit Marais 59273 Fretin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de la mise en sécurité de l'établissement suite à l'arrêt définitif des activités en date du 19 décembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Flint Group France
- 59273 Dreve du Chateau lieu dit Le petit Marais 59273 Fretin
- Code AIOT : 0007000520

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLINT GROUP fabrique des encres pour l'emballage et l'industrie graphique. Le site de Fretin est spécialisé dans la fabrication de préparations pigmentaires ("chips") servant d'intermédiaire dans :

- la fabrication d'encres pour emballages pour les imprimeurs ;
- la fabrication de peintures industrielles ;
- la fabrication de vernis à ongles ;
- la fabrication de vernis pour bois ;
- la fabrication d'encre pour marqueur pour tableau blanc ;
- l'ink-jet.

Le process comprend des étapes de mélanges des matières premières, de laminage, d'étuvage puis de concassage pour obtenir le produit fini.

L'installation est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 06 mars 2006.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2.II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1.I	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1.II	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1.III	Sans objet
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a cessé toute activité de production le 19 décembre 2025.

Les opérations de mise en sécurité sont d'ores et déjà bien avancées.

L'exploitant doit finaliser l'évacuation des déchets restant sur site ainsi que le démantèlement des installations de production.

Un diagnostic environnemental est en cours de réalisation par un prestataire certifié dans le domaine des sites et sols pollués.

La remise des ATTES SECUR et MEMOIRE est attendue durant le premier semestre 2026.

L'avis de la Métropole Européenne de Lille est à recueillir quant à l'usage futur envisagé pour la remise en état (usage de type industriel).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1.I
Thème(s) : Autre, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
Prescription contrôlée : Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Par courrier en date du 18 juillet 2025, la société FLINT GROUP notifie au préfet du Nord la cessation des activités industrielles de son site de Fretin. La mie à l'arrêt de la production est projetée au 31 octobre 2025. Par courrier du 22 décembre 2025, et en complément du précédent courrier, l'exploitant notifie la cessation totale et définitive des activités du site en date du 19 décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1.II
Thème(s) : Autre, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : Les actions décrites dans la notification de cessation d'activités mentionnée au point de contrôle précédent pour assurer la mise en sécurité du site sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- enlèvement des produits dangereux et des déchets présents sur site,- nettoyage, vidange, retrait et/ou transfert des équipements du site,- consignation des énergies (gaz, électricité).

Lors de l'inspection réalisée sur site le 13 janvier 2026, il a été constaté :

- l'évacuation hors site de la quasi-totalité des produits finis, matières premières, déchets et autres matières combustibles. Sont observés en quantité résiduelle quelques fûts (une référence de matière première en attente de reprise, des graisses et huiles usagées, un bac de chiffons souillés, quelques palettes et matériels de bureau). Ces produits et déchets sont conditionnés pour évacuation, stockés en intérieur ou en extérieur sur une aire dédiée bétonnée et sur rétention.

Il est également observé 2 cuves de 15 m³ de stockage d'eaux industrielles usées. Ces cuves ont été vidangées mais doivent encore être nettoyées (présence d'un dépôt de matières solides en fond de cuves).

Les équipements de production sont en cours de démontage et d'évacuation. L'exploitant indique que ces opérations seront réalisées durant le premier semestre 2026.

- l'absence de tout stockage dans les deux dépôts de nitrocellulose.

- la coupure de l'alimentation générale du site en gaz. L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de réaliser une purge et un inertage de son réseau suite à la coupure de l'alimentation gaz.

- l'alimentation toujours effective du site en eau et en électricité pour des raisons de sécurité et des besoins des personnes intervenant sur le site durant la phase de mise en sécurité.

- la présence d'une clôture en bon état doublée en partie de barbelés dans sa partie haute sur l'ensemble de la périphérie du site. L'unique accès au site se fait par un portail sécurisé, en bon état et fermé en permanence (ouverture uniquement sur demande pour l'entrée et la sortie des véhicules).

L'exploitant indique qu'une prestation de gardiennage souscrite depuis le 1^{er} janvier 2026 est réalisée par un prestataire (rondes les nuits en semaine ainsi que jours et nuits les week end). Une présence humaine (responsable d'établissement) est effective en journée la semaine.

Le site est également sous alarme détection intrusion au niveau de certains bâtiments ainsi que sous détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de réaliser une purge et un inertage de son réseau suite à la coupure de l'alimentation gaz.

Il devra également finaliser l'enlèvement et l'évacuation de l'ensemble des produits et déchets dans les meilleurs délais et faire attester de la bonne mise en sécurité du site par un prestataire certifié.

L'ATTES SECUR attendue à cet effet sera communiquée dès que possible au préfet du Nord et à l'Inspection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1.III

Thème(s) : Autre, Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Prescription contrôlée :

<p>Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a missionné le bureau d'études RAMBOLL pour l'accompagner dans la démarche de cessation d'activités du site de Fretin. Ce dernier est certifié dans le domaine des sites et sols pollués.</p> <p>Au regard de l'avancement des opérations de mise en sécurité observé sur site lors de l'inspection, la remise de l'attestation est attendue courant du premier trimestre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2.II</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mise à l'arrêt définitif et remise en état</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas informé à date la Métropole Européenne de Lille de la mise à l'arrêt du site de Fretin et de l'usage futur envisagé.</p> <p>Son attention est attirée sur la nécessité de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lui communiquer dès réalisation l'étude historique et le mémoire de réhabilitation accompagné de l'éventuel plan de gestion visant à rendre le site compatible avec l'usage futur industriel envisagé à date pour la remise en état du site ; - recueillir son avis sur cet usage.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'avis de la Métropole Européenne de Lille sur l'usage futur projeté pour la remise en état du site est à recueillir dès finalisation du mémoire de réhabilitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-3.I
Thème(s) : Autre, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est en cours de réalisation par la société RAMBOLL. Une étude historique a été réalisée. Des investigations de terrain (sols et eaux souterraines) ont été réalisées en 2025. Des prélèvements complémentaires au droit des bâtiments inaccessibles en période d'exploitation et/ou nécessaires afin d'affiner la connaissance de l'état du site au regard des résultats de la première phase de caractérisation sont en cours de réalisation en janvier 2026.</p> <p>L'exploitant indique être en mesure de produire le mémoire de réhabilitation ainsi que l'ATTES MEMOIRE dans le délai de 6 mois prévu à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite